Le nouve Afrique Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



SOCIETE ÉDUCATION

LES ENTREPRENEURS POUR AMÉLIORER L'ENSEIGNEMENT DOSSIER

BILAN DES RÉVOLUTIONS ARABES POLITIQUE

MOHAMED VI 3E TOURNÉE AFRICAINE EN 3 ANS

ECONOMIE

LE DÉFI ALIMENTAIRE **EN AFRIQUE** QUELLES PERSPECTIVES ?

AFFICHAGE & ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES TV ET RADIO

12-14, Avenue du Marché / Kinshasa - Gombe (R D Congo) Tél: +243 85 55 111 98 / E-mail: info@proxyteam-congo.com www.proxyteam-congo.com



YTEAM LA FORCE DU SUCCÈS



L'Afrique est un édifice en construction. Cette construction requiert de la patience, de l'abnégation et de la sagesse. Dans sa marche vers le développement, le continent traverse monts et vallées. Il est étiré par ci et par là par des secousses. Parmi ces secousses figurent en bonne place, le printemps arabe. Cette révolution fait partie des souvenirs douloureux ou heureux de l'histoire de l'Afrique. Des leçons sont à tirer de cette période de l'histoire de l'Afrique. Il sied de faire le bilan en vue de tire les bénéfices de cette tranche de vie des pays arabes. Les révolutions arabes ont montré un autre visage de l'Afrique. Sur les plans économiques, sociaux et politiques, des actions ont été mené et des actes posés. Les retombées de cette page de l'histoire de l'Afrique, sont à quantifier, à préserver et à exploiter de façon judicieuse. L'Afrique a besoin de capitaliser les bénéfices, de synchroniser les différentes périodes de son histoire en vue de bâtir son futur. Que ce soit un passé douloureux ou heureux, l'on ne peut nier la place des révolutions arabes dans la vie des pays où elles se sont déroulées. L'un des bénéfices engrangés a été l'instauration d'une nouvelle vision de la démocratie et de la gestion de la cité. Désormais en Tunisie, au Maroc, en Égypte, en Libye, etc., plus rien ne sera comme avant. La plus grande victoire de ces révolutions a été la participation des jeunes à la construction de leur avenir. Comme le disait Bichara Khader : « À la faveur de révolutions sociales et démocratiques surtout portées par les jeunes, l'ensemble du monde arabe est entré dans une nouvelle ère, notamment constitutionnelle. Le mythe culturaliste de l'exception arabe s'est effondré. Les victoires électorales prévisibles des partis islamistes les placent face à de lourds défis politiques et économiques. Les risques sont légion, mais la dignité est retrouvée et l'instinct de liberté contagieux ». Cet instinct de liberté permet aux jeunes africains d'essayer de se construire une société moderne, épanouie et plein d'espoir. L'Afrique est un continent jeune et épanoui. Cette jeunesse est son fer de lance. Les révolutions arabes l'ont démontré. Construire, bâtir, rebâtir est le leitmotiv des pays ayant traversé des épreuves, des souffrances, des douleurs. Le défi qui se pose à l'Afrique, surtout dans le monde arabe est la construction d'une société juste, unie et épanouie. Toute révolution tire sa sève nourricière de sa capacité à surmonter les dérives nées de sa survenue. Il faut toujours réparer les séquelles laissées par les turpitudes du passé. Car, le brutal

surgissement de l'événement révolutionnaire a été la riposte des sociétés civiles arabes à des décennies de dérives autoritaires. Brutal ébranlement certes, mais ce n'est pas un météorite tombé par hasard sur une banquise. Même imprévu dans la forme qu'il a prise, l'ébranlement n'était pas moins prévisible. Il y a eu, par le passé, des précédents dans des contextes différents : l'Intifadah palestinienne en 1987, le printemps algérien de 1988, le printemps tunisien au tournant de 1990, le printemps de Damas, début 2000, l'ouverture parlementaire koweïtienne. Mais aucun précédent n'a donné lieu à un tel « tsunami » politique, à un tel chambardement. Attribuer tout cela aux « vents de la mondialisation », aux réseaux sociaux, aux chaînes satellitaires, serait un peu court, bien que cela ait joué dans l'amplification du phénomène. Plus fondamentale est l'usure de la logique autoritaire ou plutôt sa dérive prédatrice et dynastique. À preuve de contraire, les révolutions arabes ont été une chance pour l'Afrique. Il sied de transformer cette chance en opportunités en tirant pleinement profit des enseignements indélébiles inscrits sur les pages du cahier de l'histoire de l'Afrique.

SOMMAIRE







DOSSIER BILAN DES RÉVOLUTIONS ARABES

- 6 BILAN POLITIQUE L'ANCRAGE DE LA DÉMOCRATIE
- 8 BILAN SOCIAL PROMOUVOIR LA LIBERTÉ
- 10 BILAN SOCIAL PROMOUVOIR LA LIBERTÉ

POLITIQUE

- 14 3^E TOURNÉE AFRICAINE EN 3 ANS
 MOHAMED VI POUR RENFORCER L'INFLUENCE DU MAROC DANS LE CONTINENT
- 16 KENYA
 TOUTE LA DIASPORA DOIT POUVOIR VOTER
- 18 L'AFRIQUE DE NOS RÊVES
 TROUVER DES SOLUTIONS PÉRENNES
- 20 LE NIGERIA SOUS BUHARI RÉALITÉS, ESPOIRS ET OBSTACLES

ÉCONOMIE

- 22 AFRIQUE CENTRALE
 POUR UNE INTÉGRATION FINANCIÈRE
- 24 ÉLIMINATION DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ D'ICI 2030 LA BANQUE MONDIALE MISE SUR L'ÉDUCATION EN 5 ANS



Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel: Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercruisse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodia, Innocent Ebodé, Joseph Lister Nyaringo et Elijah Kombo Ogaro, Temba A Nolutshungu et Vivian A. Atud, Steve Orji, Asanji Burnley, Lanre Olagunju, Oasis Tedkia Kodila, Eustace Davie, Patrice Burkindi, Elsa Wandji Photographie: bruocsella.be, Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Toufik-de-planoise, TouN, Claude Truong-Ngoc, SEYLLOU, C. Montesano Casillas, Gage Skidmore, Chatham House, Ashoola, World Economic Forum, UK Department for International Development, Irene2005, JOHN THYS, Steve Jurvetson, Myriam Louviot, WestportWiki

Couverture: © AFP PHOTO / JOHN THYS

Layout: bruocsella.be / bruocs@gmail.com











- 26 LE DÉFI ALIMENTAIRE EN AFRIQUE QUELLES PERSPECTIVES?
- 28 POUR ATTIRER LES INVESTISSEURS BELGES AU SÉNÉGAL UNE JOURNÉE ÉCONOMIQUE DU SÉNÉGAL DU RAÏS À BRUXELLES
- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO PARLONS PLUTÔT DE QUALITÉ DE LA CROISSANCE
- FRIENDLY FOOT

 AFRICAN AWARDS 2015
 LES PRIX DUNIA ET LE PRIX DU MÉRITE
- **36 ÉCHOS DU CONTINENT**
- **40 NEWS DU NET**

SOCIÉTÉ

- 44 ÉDUCATION
 LES ENTREPRENEURS POUR AMÉLIORER L'ENSEIGNEMENT
- 46 ÉDUCATION COMMENT SAUVER L'UNIVERSITÉ BURKINABÈ?
- PROTECTION DES ENFANTS
 L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT AU-DESSUS DE TOUS LES CONFLITS

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Direction Générale : Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot www.friendlyfoot.be

Directeur adjoint : Christel Kompany

Président : Augustin Izeidi

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur général : Mahamat Haroun



SIÈGE SOCIAL

Avenue des Coquelicots 7 1420 Braine l'Alleud

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net
Site web: www.lenouvelafrique.net



DES RÉVOLUTIONS ARABES

BILAN POLITIQUE L'ANCRAGE DE LA DÉMOCRATIE

Par Alexandre Korbéogo

Les révolutions arabes ont occasionné une nette amélioration de la démocratie dans le monde arabe. Cette démocratie se révèle à travers la liberté d'expression, celle de manifester et de choisir librement ses dirigeants. Le monde arabe se réveille.

De nouveaux dirigeants en Égypte, en Algérie, en Tunisie, en Libye, une nouvelle constitution au Maroc, c'est là le premier bilan que l'on peut tirer des révolutions arabes sur le plan politique. À cette donne s'ajoute la manifestation de la liberté d'expression, celle de manifester et de choisir ses propres dirigeants. C'est la révolution arabe en mouvement.

À la faveur de révolutions sociales et démocratiques surtout portées par les jeunes, l'ensemble du monde arabe est entré dans une nouvelle ère, notamment constitutionnelle. Le mythe culturaliste de l'exception arabe s'est effondré. Les victoires électorales des partis islamistes les placent face à de lourds défis politiques et économiques. Les risques sont légion, mais la dignité est retrouvée et l'instinct de liberté contagieux.

Du cas tunisien

Le basculement révolutionnaire de la Tunisie a pris le monde entier de court. Les Tunisiens eux-mêmes, acteurs de ce basculement, vécurent l'année 2011 dans un étonnement qui le disputait à l'incrédulité. Malgré des années de contestation du régime, les emprisonnements, la torture, l'exil de nombreux démocrates, et les révoltes périodiques de travailleurs qui ont rythmé les dernières années, « la Tunisie se voyait... assignée à une forme d'immobilisme politique » (Dakhlia, 2011). Le pays du « jasmin », comme le présentaient les affiches publicitaires, respirait la joie de vivre. « La Tunisie des plages occultait la Tunisie des rages ». Tout le monde s'accommodait de la situation. Mieux, les institutions financières internationales multipliaient les «satisfecit» en ce qui concerne la croissance économique du pays, tandis que certains dirigeants européens ne se sentaient pas particulièrement gênés par les atteintes systématiques aux droits de l'homme.

Mais le pays ressemblait à un vaste champ de broussailles asséchées qui n'attendait qu'une mèche pour s'embraser. Ce fut l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010. Depuis, tout un peuple s'est mis en marche sans crainte, sans leader, sans encadrement d'aucun parti politique. Le mur de la peur brisé, la dictature s'effondre. Le 14 janvier 2011, Ben Ali s'enfuit.

L'effet de démonstration

Le 25 février, ce fut le tour de Moubarak, surnommé à tort « Pharaon d'Égypte ». Plusieurs mois après, Kadhafi est exécuté. Ali Saleh du Yémen résiste à la tempête, mais est contraint à passer la main et s'en va aux États-Unis (étrange ?) pour un exil médical. Bachar el Assad sévit sans retenue, mais il est aux abois. À Bahrein, la monarchie sunnite minoritaire ne doit son salut qu'au soutien des autres pétro-monarchies et à la complaisance américaine qui dispose, dans ce pays, d'une grande base navale.

Le brutal surgissement de l'événement révolutionnaire a été la riposte des sociétés civiles arabes à des décennies de dérives autoritaires. Brutal ébranlement certes, mais ce n'est pas un météorite tombé par hasard sur une banquise. Même imprévu dans la forme qu'il a prise, l'ébranlement n'était pas moins prévisible. Il y a eu, par le passé, des précédents dans des contextes différents : l'Intifadah palestinienne en 1987, le printemps algérien de 1988, le printemps tunisien au tournant de 1990, le printemps de Damas, début 2000, l'ouverture parlementaire koweïtienne. Mais aucun précédent n'a donné lieu à un tel « tsunami » politique, à un tel chambardement. Attribuer tout cela aux « vents de la mondialisation », aux réseaux sociaux, aux chaînes satellitaires, serait un peu court, bien que cela ait joué dans l'amplification du phénomène. Plus fondamentale est l'usure de la logique autoritaire ou plutôt sa dérive prédatrice et dynas-

Ce n'est pas un effet domino dont la Tunisie aurait été la première pièce à basculer. Ce n'est pas non plus un effet contagion. Mais sans doute un effet de démonstration, presque d'exemplarité. Car si les maux sont communs à tous les pays arabes, l'histoire, la géographie, la géopolitique de chaque pays, ainsi que les cadres nationaux et étatiques, notamment le rôle de l'armée, sont différenciés. Mais, en brisant le mur de la peur, la Tunisie a démontré la fragilité intrinsèque des systèmes autoritaires. Si les Tunisiens ont pu le faire, les autres Arabes le peuvent aussi, reprenant ainsi le slogan électoral de Barack Obama (« Yes, we can »), scandé à la place Al Tahrir.

Ainsi, en moins d'un an, les scènes politiques arabes se sont trouvées bouleversées. Le statut international du Moyen-Orient et les modes d'articulation arabe au système international ont été chamboulés. Les grandes puissances, qui, il y a si peu, faisaient la pluie et le beau temps, sont conduites hors des espaces de contestation, perdent leurs relais régionaux et voient leur emprise sur la région se desserrer. Contrairement à la théorie conspirationniste, les événements qui secouent la région arabe sont endogènes et ne sont pas télécommandés de l'extérieur.

Conquête des espaces sous-régionales

Cela ouvre des fenêtres d'opportunité pour les puissances régionales comme la Turquie qui reprend l'initiative et cherche à se tailler un rôle régional à la mesure de ses ambitions. L'Iran est naturellement affecté par le printemps arabe et se sent à la défensive face à un monde arabe sunnite qui secoue sa torpeur et s'affirme davantage.

À l'intérieur du monde arabe, les cartes sont redistribuées : la Syrie et l'Irak, le double pilier du système régional du Machrek sont hors jeu. L'Irak, ruiné par l'invasion américaine, miné par les clivages communautaires et dominé par un chiisme revanchard, est loin d'avoir recouvré la stabilité. Quant au régime syrien, il fait face à une révolte populaire sans précédent et le régime de Bachar el Assad semble à bout de souffle et de moyens. L'Égypte, autre centre de gravité du système régional arabe, traverse une phase difficile de recomposition du système politique et de relance économique et, pour l'heure, est davantage préoccupée par la stabilisation de sa scène intérieure.

Impact dans le monde arabe

Assez curieusement, le printemps arabe renforce le pôle conservateur dans le monde arabe : le pôle saoudien. Riyad semble aujourd'hui éclipser les trois anciennes capitales califales arabes : Damas, Bagdad et le Caire. Mais l'Arabie saoudite est handicapée par son rigorisme religieux, ce qui lui aliène les courants modernistes et séculiers dans le monde arabe, et elle est trop alignée sur l'Amérique, ce qui lui aliène les nationalistes et les courants de gauche. Bref elle est trop conservatrice pour convaincre et trop rivée sur les États-Unis pour être aimée.

Mais l'Arabie saoudite est riche. Est-ce un facteur de puissance ? Les pétrodollars procurent de l'influence (al noufoudh), mais ne confèrent pas du leadership (al-qiyadah), si l'on entend par leadership, l'aptitude à être une locomotive régionale, capable d'aplanir les différends interétatiques, d'indiquer la direction à suivre, de suggérer des lignes de conduites à l'échelle de la région et d'imposer le respect aux acteurs régionaux et internationaux. À la limite, beaucoup plus entreprenant est le petit émirat de Qatar, grâce à une gesticulation diplomatique permanente, une présence sur tous les fronts (du sponsoring d'équipes de football à la participation, même symbolique, à la campagne militaire de l'Otan en Libye) et la mise à sa disposition d'une force de frappe médiatique qu'est Al Jazira.

L'ère constitutionnelle

La fin de certaines dictatures inaugure une nouvelle ère constitutionnelle. Depuis un an, les constitutions sont révisées ou en passe de l'être. C'est une priorité de tous les nouveaux gouvernements car, comme le rappelle Chibli Mallat, les constitutions sont « des contrats sociaux qui rassemblent les attentes du peuple dans un texte qui impose l'esprit du nouveau régime construit sur les ruines de l'ancien » (2011). Partout, on cherche à affirmer la séparation des pouvoirs, le respect des droits de l'homme, la durée du mandat présidentiel, l'indépendance de la justice, etc.

C'est le roi du Maroc qui réagit le premier au printemps arabe en annonçant, dans son discours du 9 mars 2011 une réforme constitutionnelle. Le timing du discours n'est pas fortuit : il s'agit de couper l'herbe sous les pieds des protestataires et désamorcer la révolte du 20 février, en reconnaissant la pluralité culturelle et linguistique du pays, en promettant d'élargir les pouvoirs et les compétences du premier ministre et du parlement, en appelant à l'approfondissement de la réforme de la justice.

Manœuvre ou volonté réelle de moderniser le pays? Les points de vue divergent et un débat intéressant a toujours lieu au Maroc sur cette question. Pour les partisans du roi, c'est une avancée significative dans la voie de la modernisation du pays. Pour les opposants, c'est une constitution « octroyée » à l'instar des autres Constitutions de 1962, 1970, 1972, 1992, 1996, et de plus, elle ne s'attaque ni aux prérogatives politiques ni aux privilèges économiques du Makhzen.

Réformes politiques

La Tunisie et l'Égypte se sont engagées aussi dans des révisions constitutionnelles. Mais si les enjeux constitutionnels au Maroc s'articulent autour du rôle du Makhzen dans la vie politique et économique du pays, ailleurs, comme en Égypte, ces enjeux s'articulent autour du rôle de la religion et de l'État, la place de l'armée dans le nouveau système politique, le choix du régime présidentiel ou parlementaire et la consécration du caractère non confessionnel de l'État égyptien. On observe ainsi la diversité de situations dans les pays arabes derrière les débats acharnés sur les nouvelles constitutions. Mais qui aurait pu imaginer, il y a 20 ou 10 ans encore, qu'un leader d'un parti islamiste, comme Benkirane, deviendrait premier ministre de son pays ou qu'un dirigeant islamiste égyptien, comme Saad Kitatni, occuperait la présidence de l'assemblée égyptienne, obtenant même 399 voix sur 498? Les révolutions arabes ont apporté une nouvelle ère d'espoir dans les pays touchés. Par effet contagion, presque toute l'Afrique est touchée

par ce vent de révolution qui souffle du Nord au Sud, d'Est en Ouest, charriant avec lui les déchets des démocraties hoiteuses